

Evry-Courcouronnes, le 01/06/2023

Unité départementale de l'Essonne  
Cité Administrative  
Boulevard de France  
91010 EVRY-COURCOURONNES Cedex

**N° RVAT : 59193**

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Visite d'inspection du 16/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



**SMCA – rue des pistes 91200 ATHIS-MONS**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2023 dans l'établissement SMCA implanté AEROPORT D'ORLY - T13 ORLY SUD N 178 91200 Athis-Mons. L'inspection a été annoncée le 17/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est inscrite dans le cadre du programme d'inspection annuel.

Par arrêté préfectoral n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/135 du 26 mai 2021, la société SMCA a été mise en demeure à la suite des non-conformités notables relevées dans le rapport d'inspection du 12 avril 2021. La visite a pour but de suivre également les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMCA
- AEROPORT D'ORLY - T13 ORLY SUD N 178 91200 Athis-Mons
- Code AIOT : 0006504803
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) assure la réception, le stockage et la distribution du carburéacteur destiné à l'avitaillement des aéronefs sur les plates-formes aéroportuaires de Paris Orly et Roissy CDG.

Le dépôt d'Athis-Mons est alimenté par l'oléoduc de la société TRAPIL. Il effectue le transfert du carburéacteur après décantation au dépôt intermédiaire situé à Paray-Vieille-Poste.

Le dépôt occupe une superficie de 36 190 m<sup>2</sup>. Ce terrain appartient à Aéroports de Paris, la SMCA ayant le statut de concessionnaire.

Il est constitué de 6 réservoirs en acier de type cylindre à axe vertical, à toits fixes, répartis dans trois cuvettes de rétention.

L'exploitation de ce dépôt pétrolier est autorisée sur la base de l'arrêté préfectoral n° 2020.PREF/DCPPAT/BUPPE/0151 du 20/08/2020. Compte tenu des activités et des installations classées exploitées, cet établissement est soumis au régime de l'autorisation avec servitudes et relève du seuil haut du classement SEVESO.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative de l'établissement ;
- Suites données à la visite d'inspection du 9 mai 2022 ;
- Suites données à l'arrêté de mise en demeure du 26 mai 2021 ;
- Prévention des risques ;
- Système de gestion de la Sécurité (SGS) : Modification des installations.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>1</sup> (1)	Proposition de délais
3	Séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 4.4.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Démarche d'amélioration de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.3.10	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Porter à connaissance du déterrement des tuyauteries	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 1.5.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Maintenance des rétentions	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-1-1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
19	Mise à jour du POI	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.7.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
21	Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
22	Dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.6.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
23	Vérifications des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.6.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

1 s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
24	Gestion des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I item 4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
25	Détection hydrocarbure liquide – Vérifications et Maintenance	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
26	Tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
27	Déversoirs	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.8.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
28	Emulseur - Protection des flux thermiques	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.8.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
29	Emulseur - Disponibilité	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.8.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Alimentation électrique et utilités	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.4.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Cuvettes de rétention et de la cuvette déportée	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 20-1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Réservoirs – Visite quinquennale du bac n°63	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.6.3.a	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Actions des gardiens	Lettre du 08/03/2021, article OB 2.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Plan de surveillance global des MMR	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.2.10	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Test en mousse des déversoirs et des couronnes	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
11	Etanchéité des cuvettes	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.5.1.c	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
13	Dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.6.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
14	Emulseur	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article Article 7.8.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
15	Mesure de débit du rejet des effluents	Lettre du 08/03/2021, article OB 3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
16	Clapets anti-retour de la rétention déportée	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-2-1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
17	Vidange de la rétention déportée	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 9.5.1.c	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
18	Convention de rejets	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 4.4.5.a	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
20	Effet de vague	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.3.10	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre. Les installations sont bien entretenues. L'exploitant a commencé le déterrement de tuyauteries facilitant ainsi l'inspection des installations.

L'inspection constate des manquements dans l'archivage des dossiers de suivi des installations et dans l'analyse des conséquences engendrées par les modifications apportées aux installations.

Des non-conformités ont été constatées concernant notamment le sous-dimensionnement du séparateur des hydrocarbures, l'absence de retouches d'étanchéité dans certaines sous-cuvettes, de mise à la terre de certains équipements métalliques et de maintenance des installations de protection contre la foudre.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Alimentation électrique et utilités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesure de maîtrise des Risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 09/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les réseaux électriques alimentant les éléments de Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) sont indépendants, de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble de ces réseaux.</p>
<b>Constats :</b> NC 6.1 de l'inspection du 8/03/2021 : L'exploitant ignore si le réseau électrique alimentant le détecteur de niveau du local de la fosse d'échantillonnage est indépendant des autres réseaux électriques de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble de ces réseaux, contrairement aux prescriptions de l'article 7.4.7 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020.
<p>— — — — —</p> <p>Lors de l'inspection du 9 mai 2022, l'exploitant indique que l'armoire électrique MMRi qui gère ce détecteur est sur un réseau ondulé. En cas de sinistre, le réseau est d'abord secouru par le groupe électrogène. Si ce dernier tombe en panne, le réseau sera pris en charge par un onduleur. Ce système assure un fonctionnement continu du détecteur de niveau.</p> <p>L'exploitant n'a pas répondu sur l'indépendance des autres réseaux électriques, du réseau électrique alimentant le détecteur de niveau du local de la fosse d'échantillonnage.</p> <p>→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu justifier que le réseau électrique alimentant le détecteur de niveau du local de la fosse d'échantillonnage est indépendant des autres réseaux électriques de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble de ces réseaux.</p> <p>— — — — —</p> <p>Inspection du 16/05/2023 :</p> <p>Dans son courrier du 2 novembre 2022, l'exploitant indique que l'alimentation électrique des détecteurs de niveau est gérée par une armoire électrique dédiée, indépendante, et physiquement séparée des autres armoires électriques. L'exploitant fournit le synoptique électrique.</p> <p>→ La non-conformité est levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Cuvettes de rétention et de la cuvette déportée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 20-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude de dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 09/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/06/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>A chaque réservoir ou groupe de réservoirs est associée une capacité de rétention dont la capacité utile est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul>
<b>Constats :</b> OB 4.5 de l'inspection du 8/03/2021 : L'exploitant modifiera son étude de danger afin qu'elle contienne le détail des capacités réelles de ses rétentions, le détail des flux et des différents dispositifs permettant l'acheminement du liquide vers la rétention déportée, le détail des calculs permettant d'assurer le respect des exigences de l'article 20-1 de l'arrêté du 3 octobre 2010 visé en référence. Cette étude devra également mentionner et étudier les risques afférents à la présence de clapets anti-retour situés dans la cuvette déportée.
<p>— — — —</p> <p>Lors de l'inspection du 9 mai 2022, l'exploitant indique avoir pris note de l'observation et en tiendra compte lors de la mise à jour de l'étude de dangers.</p> <p>→ L'exploitant modifiera son étude de danger afin qu'elle contienne le détail des capacités réelles de ses rétentions, le détail des flux et des différents dispositifs permettant l'acheminement du liquide vers la rétention déportée, le détail des calculs permettant d'assurer le respect des exigences de l'article 20-1 de l'arrêté du 3 octobre 2010 visé en référence. Cette étude devra également mentionner et étudier les risques afférents à la présence de clapets anti-retour situés dans la cuvette déportée.</p> <p>— — — —</p> <p>Inspection du 16/05/2023 :</p> <p>L'exploitant confirme que ces éléments seront intégrés à l'étude de dangers dans le cadre de son réexamen quinquennal.</p> <p>→ La révision de l'étude de dangers est attendue pour le 19 septembre 2024, conformément à l'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020. Cette observation sera traitée dans ce cadre, elle est ainsi levée en tant que suites d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Séparateur d'hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 4.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des effluents

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2022

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur notamment quant au dimensionnement de ces derniers.

**Constats :** OB 2.10 de l'inspection du 8/03/2021 : L'exploitant mènera l'étude de dimensionnement pour vérifier le bon dimensionnement du séparateur d'hydrocarbures et connaître quelle est la destination des eaux après séparateur.

— — — — —  
Lors de l'inspection du 9 mai 2022, l'exploitant indique que l'étude relative au bon dimensionnement du séparateur d'hydrocarbure sera réalisée dans un délai de 8 mois après l'aboutissement de la convention de rejet avec ADP.

→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu justifier du dimensionnement du séparateur d'hydrocarbures assurant le traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

— — — — —  
Inspection du 16/05/2023 :

L'exploitant présente le rapport de dimensionnement du séparateur d'hydrocarbures du 25/04/2023 par la société ANTEA GROUP.

Le rapport conclut ainsi :

« D'après les observations réalisées sur site, le plan disponible relatif au séparateur final du site SMCA d'Athis ne correspond pas à la réalité. Un schéma présentant les diverses dimensions du séparateur final ainsi que le cheminement de l'eau a pu être effectué et est présenté dans le rapport.

D'après les cotes relevées, le séparateur final en place ne présente pas les caractéristiques dimensionnelles suffisantes vis-à-vis du dimensionnement établi et des normes NF EN 858-1 et NF EN 858-2. En effet, l'ouvrage est considéré de par sa construction sur site comme un séparateur à hydrocarbures de classe II alors qu'il devrait être de classe I. Par ailleurs, sa surface d'eau, son volume et sa profondeur en eau sont bien inférieurs à ce qu'ils devraient être.

Ainsi, il est préconisé de remplacer le séparateur final actuellement en place par un séparateur de classe I, préfabriqué, de taille nominale 100 l/s avec by-pass. La mise en place d'un obturateur automatique ainsi qu'une alarme automatique de détection d'hydrocarbures est également recommandée. »

L'exploitant indique qu'il prendra en compte prochainement les conclusions de ce rapport pour définir des solutions techniques appropriées.

→ Non-conformité : L'exploitant possède un séparateur d'hydrocarbures, mais celui-ci n'est pas suffisamment dimensionné par rapport au besoin des traitements à effectuer et des normes concernées.

Type de suites proposées : Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense contre l'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2022

**Prescription contrôlée :**

Les réseaux, les réserves en eau ou en émulseur et les équipements hydrauliques disposent de raccords permettant la connexion des moyens de secours publics visant à permettre l'utilisation de ces moyens.

Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles (internes ou externes) sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie. Si l'exploitant dispose de ses propres groupes de pompage, il dispose de moyens de pompage de secours lui permettant de pallier le dysfonctionnement de n'importe lequel de ses groupes pris individuellement.

**Constats :** Lors de sa visite du 9 mai 2022, l'inspection constate que des raccords permettant la connexion des moyens de secours publics sont présents en façade de la pomperie (alimentation en eau et en pré-mélange).

Les diamètres des raccords semblent insuffisants.

L'exploitant n'a pas pu justifier le dimensionnement des raccords.

-> Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu justifier que les raccords de connexion des moyens de secours publics visant à permettre l'utilisation de ces moyens et la réalimentation du réseau sont suffisamment dimensionnés.

\_\_\_\_\_

Inspection du 16/05/2023 :

Dans son courrier du 2 novembre 2022, l'exploitant indique que suite aux échanges et rencontre avec la BSPP (Brigade de Sapeurs-pompiers de Paris), les dispositifs permettant la réalimentation du réseau DCI par les services de secours et d'incendie doivent être augmentés en diamètre et en nombre :

En conséquence et au regard des préconisations de la BSPP, l'exploitant indique avoir mis en place récemment 2 rampes avec :

- 5 piquages DN100 pour le départ en eau,
- 5 piquages DN100 pour le départ en mousse.

L'inspection constate que les travaux ont été réalisés.

L'exploitant indique ne pas avoir informé la BSPP de ces changements et de ne pas encore avoir mis à jour son POI. En outre, ces nouveaux moyens n'ont pas encore pu être testés (en l'absence de

camion disponible de la BSPP) pour valider leur bon fonctionnement.

→ **Observation :** L'exploitant informera la BSPP des changements et mettra à jour son POI en conséquence.

→ **Observation :** L'inspection recommande à l'occasion d'un prochain exercice POI impliquant la BSPP avec ses moyens de choisir un scénario d'accident permettant d'utiliser ces nouveaux raccords afin de confirmer leur bon fonctionnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 5 : Réservoirs – Visite quinquennale du bac n°63

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.6.3.a

**Thème(s) :** Risques accidentels, Programme de modernisation des équipements

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2022

**Prescription contrôlée :**

Les écarts constatés lors de ces différentes inspections (des réservoirs) sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.

**Constats :** NC 2.4 de l'inspection du 8/03/2021 : L'exploitant n'a pas mis en œuvre les actions correctives préconisées par le rapport de visite quinquennale de novembre 2019 du bac n° 63 par la société MITRAS indiquant une corrosion avancée de la dépassée, contrairement aux dispositions de l'article 7.6.3.a de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020 visé en référence.

-----  
Lors de l'inspection du 9 mai 2022, l'exploitant indique que la réparation du bac n°63 a été réalisée en mars 2022.

Dans la GMAO, une demande de travaux a été générée. Elle a été soldée sans formalisation de la levée de la non-conformité.

→ L'exploitant n'a pas enregistré la réparation du bac n°63.

-----  
Inspection du 16/05/2023 :

L'exploitant présente l'enregistrement du traitement de la corrosion sur la dépassée du bac 63 avec sablage + traitement anticorrosion + application de deux couches de peinture.

→ L'observation est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 6 : Actions des gardiens**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 08/03/2021, article OB 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 09/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>OB 2.7 de l'inspection du 8/03/2021 : Il convient de clarifier les actions effectuées par les gardiens en cas de détection et, le cas échéant, d'effectuer un rappel des consignes.</p>
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 9 mai 2022, l'exploitant indique que les fiches réflexes incluent maintenant les actions à entreprendre par les agents de sécurité.
<p>L'exploitant présente la fiche réflexe FR-013-OY du 23/11/2021 qui mélange les actions de l'exploitant et du gardien.</p> <p>La fiche réflexe affichée dans le local de gardien est la fiche FR-013-PO de novembre 2020.</p> <p>L'inspection interroge le gardien présent le jour de l'inspection. L'inspection constate que le gardien ne maîtrise pas l'utilisation de la fiche réflexe.</p> <p>→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas clarifié les actions effectuées par les gardiens en cas de détection et effectué un rappel des consignes. L'exploitant ne s'est pas assuré que les gardiens ont une compréhension de la fiche réflexe.</p> <p>— — — — —</p> <p>Inspection du 16/05/2023 :</p> <p>Dans son courrier du 2 novembre 2022, l'exploitant indique que la fiche réflexe FR-013-OY a été modifiée pour inclure uniquement les actions à entreprendre par les opérateurs SMCA en cas de détection de fuite. Une nouvelle fiche réflexe FR-113-OY a été créée et est dédiée aux agents de sécurité.</p> <p>Durant l'inspection, un exercice POI a été effectué (voir point de contrôle n°25), l'inspection a pu constater la présence de cette fiche réflexe sur le poste des agents de sécurité et la bonne utilisation de celle-ci par les agents de sécurité.</p> <p>→ La non-conformité est levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Démarche d'amélioration de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.3.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/05/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Ci-dessous les dispositions, à réaliser avant le 1er janvier 2021 : -Réaliser une étude technico-économique caractérisant le phénomène d'effet de vague, sa prévention la limitation des conséquences et mettre en œuvre les conclusions de l'étude. L'exploitant examine, afin de limiter les conséquences d'un effet de vague associé à une rupture de bac, les conditions technico-économiques permettant d'atteindre les résultats suivants : * résistance mécanique des parois de la cuvette à une vague consécutive à une rupture robe / fond ou une rupture / fuite sur les tôles du fond ; * configuration de la cuvette visant à éviter une surverse en cas de vague consécutive à une rupture robe / fond ou une rupture / fuite sur les tôles du fond ; * mise en place d'une configuration (naturelle ou suite à travaux de génie civil) de confinement supplémentaire au-delà de la seule cuvette pour limiter la surface d'épandage de liquide ayant fait l'objet d'une surverse au-dehors de la cuvette. - Réaliser une étude technico-économique précisant la nature des matériaux constituant la cuvette de rétention de la pomperie et ses propriétés de résistance aux produits qu'elle est susceptible de contenir et étudiant la possibilité d'étanchéifier cette cuvette ; - S'assurer que la gestion des modifications et la maîtrise du logiciel est indépendante des fonctions d'exploitation et de sécurité et permet le maintien du niveau de sécurité de l'automate.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 9 mai 2022, l'exploitant indique les points suivants :  2 - L'étanchéification de la cuvette de la pomperie sera réalisée dans le cadre du projet de modification du process de purge.  La cuve simple peau n'est plus opérationnelle.  Les travaux de projet de modification des tuyauteries avec modification de cuvette de la pomperie sont planifiés en 2022.  L'exploitant va installer une cuve enterrée double peau de 15 m <sup>3</sup> environ pour récupérer les déchets ultimes d'Athis-Mons pour destruction. Elle sera alimentée par des tuyauteries aériennes.  Les déchets seront évacués par camions aspirateurs. Une aire de dépotage sera prévue avec traitement des égouttures.  → Non-conformité : L'exploitant n'a pas réalisé l'étude technico-économique précisant la nature des matériaux constituant la cuvette de rétention de la pomperie et ses propriétés de résistance aux produits qu'elle est susceptible de contenir et étudiant la possibilité d'étanchéifier cette cuvette.
3 - L'exploitant indique que le processus de gestion de modification a été mis en place le

23/07/2020. La fiche d'enregistrement ENR-035-OYRY permet d'appréhender tout impact sur son système de gestion de sécurité.

L'inspection rappelle que le but est de garantir que les modifications opérées ne remettent pas en cause les dispositions de l'étude de dangers.

L'inspection constate qu'une des dernières modifications comme le by-pass de la cuve simple peau de la pomperie n'a pas donné lieu à une fiche de gestion de la modification.

→ Non-conformité : L'exploitant n'étudie pas l'impact des modifications des installations sur l'étude de dangers, le Plan d'Opération Interne, le niveau de sécurité de l'automate, etc. . Il convient que l'exploitant s'assure que son organisation en termes de maîtrise du changement appelé par son système de gestion de la sécurité permet pour chaque changement la réalisation d'une analyse visant à définir les moyens et actions à mettre en oeuvre pour garantir la maîtrise des risques en phase travaux et lors de l'exploitation de ces changements.

Inspection du 16/05/2023 :

2 - L'exploitant confirme qu'il souhaite procéder à une étanchéification de la cuvette de la pomperie qui sera réalisée dans le cadre du projet de modification du process de purge. L'exploitant indique qu'en raison de problématiques de ressources humaines, ce programme a été reporté pour l'année 2023.

→ **Non-conformité maintenue** : L'exploitant n'a pas réalisé l'étude technico-économique précisant la nature des matériaux constituant la cuvette de rétention de la pomperie et ses propriétés de résistance aux produits qu'elle est susceptible de contenir et étudiant la possibilité d'étanchéifier cette cuvette. Les inspecteurs considèrent que la réalisation des travaux envisagés par l'exploitant permettra de répondre à cette non-conformité.

3 - L'exploitant indique que le processus de gestion de modification est mis en application depuis le 23/07/2022.

Afin d'éviter ce genre d'appréciation, il a été rappelé en Comité Management que le processus de gestion de changement s'applique à tout type de modification, y compris les modifications provisoires.

Deux projets feront l'objet du processus de gestion de modification :

- fosse de rétention de la pomperie ;
- phase de déterrement des tuyauteries.

Le processus modification a fait l'objet d'un examen détaillé dans le cadre de cette inspection (voir point de contrôle n° 24). Ces éléments sont traités dans ce cadre, les suites dans ce point de contrôle sont levées.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais** : 3 mois

**N° 8 : Plan de surveillance global des MMR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesure de maîtrise des Risques (MMR)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 09/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant dispose et actualise un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé.</p> <p>L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité et lui affecte des moyens appropriés.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé. (Pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis.)</p>
<b>Constats :</b> NC 2.2 de l'inspection du 8/03/2021 : L'exploitant n'a pas établi, conformément à l'article 7.2.10 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020 visé en référence, un plan de surveillance global des MMR précisant : <ul style="list-style-type: none"><li>- les types de MMR ;</li><li>- pour chaque type de MMR : les tests réalisés, la périodicité associée et les procédures de réalisation, la maintenance réalisée, la périodicité associée et les procédures de réalisation, le cas échéant, les entreprises en charge de la réalisation de ces opérations.</li></ul> <p>— — — — —</p> <p>Lors de l'inspection du 9 mai 2022, l'exploitant indique que le plan de maintenance et de surveillance des MMR / MMRI a été finalisée fin mars 2021 et a été intégré dans la GMAO avec les fiches opératoires associées.</p> <p>Les MMR/MMRI (chaînes d'équipement) sont mises en évidence par rapport à l'ensemble des équipements suivis dans la GMAO.</p> <p>L'inspection vérifie sur la GMAO les rapports de vérification du détecteur liquide n° 12 de la cuvette 71. Les contrôles mensuels et semestriels sont bien rangés dans la GMAO.</p> <p>L'inspection constate que les contrôles mensuels en interne et les contrôles semestriels réalisés par un organisme extérieur pour les détecteurs sont bien générés avec rappel à l'exploitant.</p> <p>→ L'exploitant n'a pas mis de suivi dans la GMAO du nettoyage et du curage du séparateur.</p>

-----

Dans son courrier du 2 novembre 2022, l'exploitant indique que le nettoyage et curage des séparateurs sont désormais suivi dans la GMAO.

L'inspection constate que le nettoyage et le curage des séparateurs sont désormais intégrés dans la GMAO.

→ L'observation est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 9 : Porter à connaissance du déterrement des tuyauteries

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 1.5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Modifications des installations

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2022

**Prescription contrôlée :**

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet est portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Toute modification portant sur la nature ou la quantité des produits stockés ou leur mode de stockage, susceptible de générer des risques supplémentaires (nouveaux phénomènes dangereux ou scénarios accidentels, aggravation de la probabilité, cinétique, intensité des effets d'un accident) non couverts par l'étude de danger versée au dossier, est de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation et donne lieu au porter à connaissance préalable visé à l'alinéa précédent et à la mise à jour de l'étude de dangers, mentionnée à l'article .

**Constats :** OB 1.1 de l'inspection du 8/03/2021 : L'exploitant portera à la connaissance du préfet le projet de déterrement des tuyauteries entre cuvettes avant réalisation et en apportant tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020 visé en référence.

-----

Lors de l'inspection du 9 mai 2022, l'exploitant indique qu'un porter à connaissance sur la 2ème phase va être envoyé au début du 2ème semestre 2022 avec un début des travaux en septembre 2022.

-----

Lors de l'inspection du 16/05/2023, l'exploitant précise que :

- la phase n°1 consiste au déterrement des tuyauteries d'alimentation et des tuyauteries de soutirage des bacs n° 52/62 et 53/53 :

\* porter à connaissance envoyé le 8 janvier 2018,

\* réponse de l'inspection le 24 avril 2018 ;

→ Il reste encore les passages sous voirie entre les cuvettes à effectuer (travaux prévus à cheval entre 2023 et 2024). Ce point n'était pas inclus dans le porter-à-connaissance du 8 janvier 2018 ;

- la phase n°2 consiste au déterrement des tuyauteries d'alimentation des bacs n°71 et 72 :

\* envoi du porter-à-connaissance : fin juin 2023,

\* travaux : fin 2023 (fin des travaux en janvier 2024) ;

- la phase n° 3 consiste au déterrement des tuyauteries de soutirage des bacs n°71 et 72 vers les cuves de purges :

\* envoi du porter-à-connaissance : fin juin 2023,

\* travaux : 2024 (fin des travaux fin 2024).

→ **Observation :** L'exploitant portera à la connaissance du préfet le projet de déterrement des tuyauteries entre cuvettes avant réalisation et en apportant tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020 visé en référence.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 10 : Test en mousse des déversoirs et des couronnes

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maintenance de la Défense Contre l'Incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/06/2023

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de ces vérifications et maintenance.

**Constats :** NC 2.1 de l'inspection du 8/03/2021 : L'exploitant n'a pas formalisé la périodicité des tests en mousse des déversoirs et couronnes. La bonne formation du tapis doit faire en effet partie des éléments à vérifier dans le cadre de la maintenance de la DCI prévue par l'article 37 de l'arrêté du 3/10/2010 visé en référence.

\_\_\_\_\_

Lors de l'inspection du 9 mai 2022, l'exploitant indique que la périodicité des tests en mousse des

déversoirs et des couronnes a été fixée à 3 ans par cuvette (une cuvette tous les 3 ans avec l'intégration de la cuvette déportée avec une cuvette).

Les tests sont réalisés avec 1 m<sup>3</sup> d'émulseur. Cela permet de voir la formation partielle du tapis de mousse.

Sur une période de 9 ans, l'ensemble des cuvettes est testé.

L'inspection constate que le programme a été intégré dans la GMAO :

- 20/10/ 2020 : cuvette 52/62 : test en mousse réalisé ;
- 2023 : cuvette 53/63 ;
- 2026 : cuvette 71/72.

Lors du test du 20/10/2020, l'exploitant n'a pas vérifié les caractéristiques du tapis de mousse et le temps de formation par rapport aux données calculées dans l'étude incendie de l'étude de dangers.

L'inspection invite l'exploitant à consulter un expert du domaine pour vérifier les caractéristiques de la formation du tapis de mousse.

→ Non-conformité : Il convient que l'exploitant complète ses procédures d'essais afin de garantir que ces derniers permettent d'assurer de la bonne disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie.

— — — — —  
Lors de l'inspection du 16/05/2023, l'exploitant présente la fiche ENR-076-OY relative au test en réel des déversoirs et couronnes pour la formation des tapis de mousse en cuvette qui a été mise à jour le 13/05/2022. Elle inclut désormais la vérification des caractéristiques de formation de tapis de mousse.

Les résultats de test obtenus seront analysés et comparés aux données calculées dans l'étude DCI.

L'inspection demande à l'exploitant la fiche relative au test de la cuvette 53/63 réalisé le 12/04/2023. Le tapis de mousse s'est bien formé au bout de 15 minutes, avec une hauteur de mousse de 18 cm. Le tapis de mousse a eu une tenue pendant plus d'une heure. L'inspection a consulté les photographies réalisées durant l'essai.

→ La non-conformité est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 11 : Etanchéité des cuvettes

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.5.1.c

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétentions des réservoirs

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

<ul style="list-style-type: none"> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2) Elles font l'objet d'une maintenance appropriée. [...]</p> <p>5) D'ici au 1er janvier 2021, l'ensemble des cuvettes dont la cuvette déportée sont pourvues d'un revêtement en béton et d'une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10-8 mètres par seconde.</p> <p><b>Constats :</b> Dans son courrier du 3 décembre 2021, l'exploitant fournit le rapport de l'inspection télévisée (ITV) réalisée par la société SUEZ OASIS en date du 2/07/2021. Le rapport mentionne des infiltrations multiples par jaillissement et par écoulement continu et des épaufrures sur la tuyauterie en béton entre la chambre des vannes et la cuvette déportée. Cette tuyauterie n'est pas étanche et est susceptible d'engendrer un risque de pollution en cas d'épandage. L'exploitant indique que des reprises d'étanchéité seront prévues au 1er semestre 2022 pour résoudre les écarts identifiés.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'a pas encore validé la solution technique et le prestataire pour la reprise des écarts.</p> <p>→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas levé les non-conformités identifiées lors de l'inspection (ITV) de la tuyauterie entre la cuvette déportée et la chambre des vannes, réalisée par la société SUEZ OASIS en date du 2/07/2021.</p> <p>— — —</p> <p>Dans son courrier du 2 novembre 2022, l'exploitant indique que le chemisage complet de la canalisation béton entre la cuvette déportée et la fosse des vannes a été choisi. Les travaux sont prévus en novembre 2022.</p> <p>L'exploitant présente le procès-verbal de réception du 5 décembre 2022 des travaux réalisés par la société COLAS pour le rechemisage du réseau entre VDC1-VDC2 (fosse des vannes) et la cuvette déportée sur une longueur de 73 mm.</p> <p>L'exploitant présente la compatibilité du matériau de chemisage avec le produit (Kérozène) et l'Inspection télévisée de contrôle après pose.</p> <p>→ La non-conformité est levée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 12 : Maintenance des rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-1-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/05/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2022</li> </ul>

**Prescription contrôlée :**

Les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :

- un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10<sup>-7</sup> mètres par seconde. Cette exigence est portée à 10<sup>-8</sup> mètres par seconde pour une rétention de surface nette supérieure à 2 000 mètres carrés contenant un stockage de liquides inflammables d'une capacité réelle de plus de 1 500 mètres cubes ;

- une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le produit dans une durée inférieure au rapport h/V calculé.

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif.

**Constats :** NC 4.4 de l'inspection du 8/03/2021 : L'exploitant ne réalise pas la maintenance appropriée de ses rétentions permettant de garantir le respect des dispositions de l'article 22-1-1 de l'arrêté du 3 octobre 2020 visé en référence.

— — — — —

Lors de l'inspection du 9 mai 2022, l'exploitant indique que les fissures localisées au niveau du merlon de la cuvette 62 ont été réparées. L'exploitant montre que la réparation a été enregistrée dans la GMAO (facture de la société CFL du 29/12/2022).

Le traitement des fissures identifiées dans les cuvettes 63, 71 et 72 est planifié entre 2022 et 2023. Les demandes d'intervention sont intégrées dans la GMAO.

→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas réalisé la maintenance appropriée de ses rétentions des cuvettes 63, 71 et 72.

— — — — —

Lors de l'inspection du 16/05/2023, l'exploitant présente les procès-verbaux de réception des travaux suivants :

- réfection intérieure des merlons intérieurs des bacs 63 et 72, en date du 17/11/2022,
- traitement de 100 ml de fissures dans les cuvettes 52/62 et 53/63, en date du 17/03/2013.

L'exploitant indique que les désordres dans le bac 71 ont été traités mais il n'y a pas eu de pv de réception des travaux. Toutefois, l'inspection constate des fissures du merlon dans la sous-cuvette n°71 et des détériorations du sol de la sous-cuvette.

L'inspection constate des fissures dans la sous-cuvette 72 et 53.

L'inspection constate que le traitement des fissures identifiées dans les cuvettes 63 a été résorbé.

→ La non-conformité est maintenue : L'exploitant n'a pas réalisé la maintenance appropriée de ses rétentions des sous-cuvettes 53, 71 et 72.

-----  
Lors de la visite du 09/05/2022, l'inspection constate des dégradations dans la sous-cuvette du réservoir n°53 à la suite des travaux de déterrement des tuyauteries : coups de pelles mécaniques et fixation des anciens escaliers non rebouchée.

-> Non-conformité : L'exploitant n'a pas assuré la maintenance nécessaire pour assurer l'étanchéité de la sous-cuvette du réservoir n°53 à la suite des travaux de déterrement des tuyauteries.

-----  
Lors de sa visite du 16/05/2023, l'inspection constate que dans la sous-cuvette du réservoir n°53 les coups de pelles mécaniques ont été rebouchés. Par contre, les fixations des anciens escaliers n'ont pas été rebouchées.

-> Non-conformité : L'exploitant n'a pas assuré la maintenance nécessaire pour assurer l'étanchéité de la sous-cuvette du réservoir n°53 à la suite des travaux de déterrement des tuyauteries.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Dispositifs de protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 09/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) conforme aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est réalisée.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p>
<b>Constats :</b> Lors de sa visite du 9 mai 2022, l'inspection constate des modifications pouvant avoir une répercussion sur les données d'entrées de l'analyse du risque foudre (ARF) : <ul style="list-style-type: none"><li>- nouvelles tuyauteries aériennes ;</li><li>- nouveaux escaliers de descente en cuvette.</li></ul> <p>L'exploitant indique que les modifications feront l'objet d'une révision de l'ARF en novembre 2022.</p> <p>-&gt; Non-conformité : L'exploitant n'a pas étudié les modifications pouvant avoir une répercussion sur les données d'entrées de l'analyse du risque foudre (ARF).</p> <p>— — —</p> <p>Inspection du 16/05/2023 :</p> <p>L'exploitant présente :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la nouvelle analyse du risque foudre du 19/09/2022 par la société APAVE ,</li><li>- la nouvelle étude technique et la notice de maintenance de vérification établies par la société APAVE en date du 21/09/2022.</li></ul> <p>→ La non-conformité est levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 14 : Emulseur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article Article 7.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stratégie de défense contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/05/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>6) L'exploitant dispose de l'ensemble des ressources et réserves en eau et en émulseur définis dans sa stratégie de défense contre l'incendie. [...]</p>
<b>Constats :</b> Le §5.11.2.1 de l'étude de dangers décrit une disponibilité minimale de 48 m <sup>3</sup> d'émulseur. <p>L'inspection constate que la quantité d'émulseur disponible dans la cuve d'émulseur est de 42 m<sup>3</sup>. Il n'y a plus de GRV d'émulseur sur le site.</p> <p>→ Non-conformité : L'exploitant dispose d'une quantité d'émulseur inférieure à la quantité définie dans l'étude de dangers.</p> <p>— — — —</p> <p>Inspection du 16/05/2023 :</p> <p>Dans son courrier du 2 novembre 2022, l'exploitant indique que des GRV d'émulseurs supplémentaires (5 m<sup>3</sup> au total) sont stockés au dépôt d'Athis-Mons et que la disponibilité totale d'émulseur sur le site est de 48 m<sup>3</sup> conformément à l'étude de dangers.</p> <p>L'inspection constate la présence de 48 m<sup>3</sup> d'émulseur (44 m<sup>3</sup> dans la cuve d'émulseur + 4 GRV d'1 m<sup>3</sup> chacun).</p> <p>→ La non-conformité est levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Mesure de débit du rejet des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 08/03/2021, article OB 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rejet des effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 09/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>OB 3.2 de l'inspection du 8/03/2021 : L'exploitant mettra en place une mesure du débit de rejet des eaux superficielles ou une approximation du débit journalier afin de permettre une interprétation facile des résultats de surveillance des eaux superficielles dont la valeur limite est conditionnée à une quantité de rejet par jour. Par exemple, la concentration en zinc des eaux superficielles rejetées le 25/11/2020 et le 20/01/2021 dépassent la limite de concentration de 250 µg /L. Toutefois, le rejet journalier n'ayant pas été mesuré ou approximé, les valeurs ne sont pas interprétables.</p>
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 9 mai 2022, l'exploitant indique que le débit journalier de rejet des effluents est désormais estimé à partir des données pluviométriques et des surfaces d'épandage.
<p>L'exploitant présente un débit estimé sur le mois au lieu d'estimer le débit sur les 24 dernières heures précédant le prélèvement.</p> <p>→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas mis en place une mesure du débit de rejet des eaux superficielles ou une approximation du débit journalier afin de permettre une interprétation facile des résultats de surveillance des eaux superficielles dont la valeur limite est conditionnée à une quantité de rejet par jour.</p> <p>— — — —</p> <p>Dans son courrier du 2 novembre 2022, l'exploitant indique avoir installé un pluviomètre à la station de la SMCA à Paray-Vieille-Poste permettant ainsi de mesurer les données pluviométriques avec précision. Le débit journalier de rejet des effluents est désormais estimé sur 24 heures précédant le prélèvement.</p> <p>→ La non-conformité est levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Clapets anti-retour de la rétention déportée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-2-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 09/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li></ul>

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2022

**Prescription contrôlée :**

Les rétentions sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Elles font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.

**Constats :** NC 4.3 de l'inspection du 8/03/2021 : L'exploitant ne réalise pas de surveillance, de maintenance et de test des clapets anti-retour situés au fond de la rétention déportée bien que ces organes participent à la rétention. Cela constitue une non-conformité à l'article 22-2-1 de l'arrêté du 3 octobre 2010 visé en référence.

— — —

Dans son courrier du 3 décembre 2021, l'exploitant indique avoir remplacé les clapets anti-retour situés au fond de la rétention déportée par des événements rehaussés à 3 mètres de hauteur et positionnés au-dessus de la hauteur maximale de la rétention de la cuvette déportée.

La suppression des clapets de respiration de la nappe phréatique sous cuvette déportée supprime le risque intrinsèque d'un clapet fuyard et exclut les opérations de surveillance, de maintenance et de test.

L'exploitant a répondu à la maintenance des clapets car l'exploitant a remonté les clapets au-dessus du niveau maxi de remplissage de la cuvette déportée. Ainsi, ces derniers ne participent plus à la rétention, leur maintenance n'est donc plus requise à ce titre.

Néanmoins, l'inspection indique à l'exploitant qu'en relevant les clapets de 3 mètres, l'exploitant a supprimé leur utilité initiale visant à soulager la pression exercée en sous face de la rétention (poussée d'Archimède) lorsque la nappe phréatique monte.

L'exploitant indique que les clapets existaient quand la cuvette déportée était avec une membrane souple et non une dalle de béton. L'exploitant indique que lorsque cette membrane a été remplacée par une dalle en béton, les clapets ont été conservés mais sans qu'aucune étude n'ait évalué leur utilité après ces travaux.

→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas justifié que la dalle de la cuvette déportée est suffisamment dimensionnée pour éviter que la remontée de la nappe n'endommage la cuvette. Il convient que l'exploitant justifie de l'absence d'utilité des clapets au regard du dimensionnement de la cuvette désormais en béton.

— — —

**Inspection du 16/05/2023 :**

Dans son courrier du 2 novembre 2022, l'exploitant indique que les relevés de niveau d'eau ont été réalisés en périphérie directe de la cuvette déportée depuis 1990. Sur cette période, la cote du niveau des plus hautes eaux a été relevée, le 04/05/16, à 83,98m NGF, soit 0,79 m au-dessus de la cote actuelle du fond de la cuvette déportée. Cela représente une pression équivalente à 80 mbar sur la dalle de la cuvette par la poussée d'Archimède.

Le dallage de la cuvette a été construit suivant les caractéristiques ci-dessous :

- Béton armé TS = 14,5 kg/m<sup>2</sup> – HA = 2kg/m<sup>2</sup>
- Epaisseur de 15 cm

Les caractéristiques du béton armé utilisé, renforcé par le ferrailage sus nommé, rendent la dalle de la cuvette suffisamment résistante pour une pression de 80 mbar et permettent de garantir son intégrité. Cette garantie rend non nécessaire les clapets de respiration installés au niveau de la dalle.

L'exploitant présente le procès-verbal de réception de la dalle en date du 04/10/2017. La dalle a été réalisée par la société SIPN.

→ La non-conformité est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 17 : Vidange de la rétention déportée

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 9.5.1.c

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dispositifs de prévention des accidents

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2022

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions.

**Constats :** NC 4.2 de l'inspection du 8/03/2021 : L'exploitant ne vidange pas la rétention déportée contrairement aux dispositions de l'alinéa 9 de l'article 9.5.1.c de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020 visé en référence.

\_\_\_\_\_  
Lors de l'inspection du 9 mai 2022, l'exploitant indique que des rappels ont été effectués aux équipes techniques de SMCA.

L'inspection constate que les sous-cuvettes et la cuvette déportée sont vides le jour de l'inspection.

\*\*\*\*\*

L'inspection constate que la fosse d'arrivée TRAPIL contient de l'eau. L'évacuation des eaux n'est pas assurée.

La tuyauterie d'arrivée TRAPIL est partiellement immergée.

→ Non-conformité : L'exploitant n'assure pas l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans la fosse d'arrivée TRAPIL.

\_\_\_\_\_

Inspection du 16/05/2023 :

Dans son courrier du 2 novembre 2022, l'exploitant indique que la fosse Trapil est désormais vidangée périodiquement à l'aide d'une pompe de relevage mobile, qui évacue l'eau dans la cuvette de rétention des bacs 53/63.

La pompe reste à proximité afin d'être disponible immédiatement. Le pompage est fait à la demande quand la présence d'eau est constatée.

L'inspection a constaté l'absence d'eau dans les rétentions lors de la visite des installations.

→ La non-conformité est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 18 : Convention de rejets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 4.4.5.a

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ouvrages de rejets des effluents

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 06/12/2022

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est tenue à disposition de l'inspection.

En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal est fixé par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.

**Constats :** NC 3.2 de l'inspection du 8/03/2021 : L'exploitant ne possède pas la convention de rejet dans l'ouvrage collectif de collecte, contrairement aux dispositions de l'article 4.4.5.a de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020 visé en référence.

→ Non-conformité : L'exploitant ne possède pas la convention de rejet dans l'ouvrage collectif de collecte.

— — — — —  
Inspection du 16/05/2023 :

L'exploitant présente la convention de rejets des eaux industrielles et pluviales dans le réseau d'assainissement de l'aéroport de Paris-Orly, signée en date du 2/12/2022.

→ La non-conformité est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 19 : Mise à jour du POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.71
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'Opération Interne (POI)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le POI est remis à jour à chaque modification notable et avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) s'il existe, est consulté par l'industriel et l'avis de ce comité est transmise au préfet. Cette révision est également transmise à la direction départementale d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> Le déterrement des tuyauteries doit donner lieu à un porter à connaissance.  → L'exploitant doit mettre à jour son POI à cette occasion, conformément à l'article 7.71 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020. Une version informatique de celui-ci sera envoyée à l'inspection.  <hr/> L'exploitant n'ayant pas envoyé de porter à connaissance pour le déterrement des tuyauteries, il n'a pas envoyé de mise à jour du POI.  → <b>Observation maintenue :</b> L'exploitant doit mettre à jour son POI à cette occasion, conformément à l'article 7.71 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020. Une version informatique de celui-ci sera envoyée à l'inspection. Cette mise à jour devra également inclure les éléments relevés au point de contrôle n°4 (nouveaux raccords pompier).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 20 : Effet de vague**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.3.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Démarche d'amélioration de maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Réaliser une étude technico-économique caractérisant le phénomène d'effet de vague, sa prévention la limitation des conséquences et mettre en œuvre les conclusions de l'étude. [...]
<b>Constats :</b> Effet de vague à prendre en compte dans le PPI (accepté dans le rapport 2012 p. 11/47 – estimation nécessaire pour le PPI).  → Afin d'inclure ces éléments dans le PPI, l'exploitant intégrera les conclusions de l'étude demandée par l'article 7.3.10 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020 ainsi que les cartes des zones concernées par la surverse, dans la prochaine révision de son étude de dangers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 21 : Mise à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les équipements métalliques (réservoirs, cuves et tuyauteries) sont mis à la terre conformément aux réglementations applicables, compte tenu notamment de la catégorie des liquides contenus ou véhiculés.[...]
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que les tuyauteries qui ont été déterrées avaient une partie aérienne, dont la mise à la terre est réalisée.  En ce qui concerne des prochaines phases de déterrement des tuyauteries, il y aura des créations de tuyauteries. L'exploitant devra prévoir la mise à la terre de celles-ci.  L'exploitant fournit le rapport d'ACTEMIUM HARFLEUR du 13/03/2023. Ce rapport établit que les tuyauteries principales qui partent de TRAPIL vers la pomperie de transfert et qui viennent d'être déterrées sont mises à la terre.  L'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none"><li>- les tuyauteries d'alimentation des bacs 52, 53, 62 et 63 depuis les tuyauteries principales citées ci-dessus ne sont pas mises à la terre par des tresses de continuité ;</li><li>- les nouveaux escaliers, les barrières de sécurité ne sont pas mises à la terre dans les cuvettes 52, 53, 62 et 63 ;</li><li>- les boîtiers électriques d'alimentation des MMRI situées entre les cuvettes 52/62 et 53/63 n'ont pas été mis à la terre après travaux.</li></ul> → <b>Non-conformité :</b> L'exploitant n'assure pas la mise à la terre de l'ensemble des équipements métalliques après les modifications du site (déterrement des tuyauteries) au niveau des cuvettes 52, 53, 62 et 63.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 22 : Dispositifs de protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 7.6.4.a - Analyse du risque foudre Une analyse du risque foudre (ARF) conforme aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est réalisée. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

**Article 7.6.4.b - Étude technique foudre**

Une étude technique foudre (ETF) conforme aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est réalisée.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant.

**Article 7.6.4-c - Surveillance des dispositifs de protection contre la foudre**

L'installation des protections contre la foudre fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

**Constats : Installations pour la protection contre la foudre :**

- Analyse Risque Foudre (ARF) réalisée par la société APAVE en date du 19/09/2022 : Présent
- Étude Technique Foudre (ETF) réalisée par la société APAVE en date du 21/09/2022 : Présente, 15 non-conformités ont été recensées. L'étude a fait office de vérification complète. L'exploitant présente des justificatifs attestant la levée de certaines non-conformités identifiées dans l'ETF. Il demeure des non-conformités non levées.
- Notice technique de maintenance et de vérification par la société APAVE en date du 21/09/2022 : Présente
- Vérification visuelle réalisée par la société APAVE en date du 28/12/2021 : Non-conforme. Les non-conformités ont été reprises dans l'ETF du 21/09/2022.
- Carnet de Bord des installations : Absent
- Registre d'enregistrement des coups de foudre : Présent

→ **Non-conformité : L'exploitant n'assure pas la maintenance des installations de protection contre la foudre en assurant la levée des non-conformités et ne possède pas un carnet de bord des installations.**

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale**

**Proposition de délais : 3 mois**

## N° 23 : Vérifications des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant les vérifications et la maintenance de ces équipements.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant présente le compte-rendu de la vérification périodique des installations électriques par la société APAVE en date du 02/09/2022. Le rapport conclut à la conformité des installations sans risques d'incendie et d'explosion. Toutefois, des préconisations ont été faites par l'organisme vérificateur (17 préconisations).</p> <p>L'exploitant présente une prise en compte partielle des préconisations par la société ACE TECHNIC en date du 02/12/2022 (6 préconisations prises en compte sur les 17).</p> <p>→ <b>Observation :</b> L'exploitant n'a pas pris en compte les préconisations faites par l'organisme en charge du contrôle des installations électriques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 24 : Gestion des modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I item 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Périmètre du processus gestion des modifications
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4. Conception et gestion des modifications</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une procédure encadrant les modifications de son installation (GDM), avec plusieurs documents d'enregistrement associés : GDM préfiltre, GDM Fiche de modification, GDM fiche de gestion du changement et GDM Fiche d'avancement et de clôture. Cette procédure est récente et aucun processus pris en application de cette procédure n'était clos lors de l'inspection. Seuls deux processus GDM étaient ouverts.</p> <p>La procédure définit les projets, opérations considérés comme modification et ceux qui ne le sont pas (notamment intervention de maintenance préventive, curative, changement à l'identique). Le processus GDM est séquencé en 15 phases allant de l'émission du besoin au retour d'expérience. Pour chacune des phases, les rôles de l'ensemble des parties prenantes sont définis au sein d'un tableau.</p>

Cependant, la procédure ne précise pas les consultations/participations obligatoires dans le processus GDM pour garantir la réalisation d'une analyse de risques adéquate et ne précise pas les critères permettant d'identifier les modifications notables et le niveau d'analyse de risques requis pour ces dernières.

**-> Observation :** Dans l'objectif de s'assurer qu'une analyse des risques adéquate soit réalisée pour chaque modification et de répondre aux objectifs du système de gestion de la sécurité, la procédure doit préciser :

- les critères retenus et la partie prenante décisionnaire pour statuer si la modification est notable au sens du R.512-33 du code de l'environnement,
- les consultations/participations obligatoires des parties prenantes compétentes pour les analyses des risques,
- le niveau d'analyse de risques requis en fonction du statut de la modification (notable/non notable notamment).

Les inspecteurs constatent que la fiche GDM de modifications prévoit d'examiner si la modification a des impacts sur les différents documents participant à la maîtrise des risques : étude de dangers, arrêté préfectoral d'exploitation, plan d'opération interne, MMR/MMRI. Les inspecteurs constatent que la fiche GDM de gestion du changement récapitule les différentes tâches à réaliser vis-à-vis de la modification. L'exploitant indique que ces tâches sont reprises dans la fiche GDM d'avancement et de clôture, la modification étant clôturée quand l'ensemble des tâches est réalisée. Ces dispositions ne sont pas précisées dans la procédure de modification.

Les inspecteurs ont consulté les fiches ouvertes pour la modification de réalimentation du local de défense incendie (installation de nouveaux raccords pour les moyens externes). Ils constatent que la mise à jour nécessaire du POI et l'information aux pompiers ont bien été identifiées dans la fiche GDM de gestion de la modification. En revanche, ces éléments ne sont pas repris dans les tâches identifiées dans la fiche de gestion et d'avancement et la fiche de clôture (seul est mentionné « Formation utilisateurs, information → service secours + Driat » dans la première fiche, puis « Formation utilisateurs, information » dans la fiche GDM d'avancement et de clôture. Dans ces conditions, les inspecteurs estiment que la réalisation de la modification du POI et l'information aux pompiers n'est pas garantie avant la clôture de la modification et peuvent être oubliées.

**-> Observation :**

L'exploitant doit préciser dans sa procédure les dispositions pour clore une modification. Il doit mettre en place une organisation permettant de s'assurer qu'avant la clôture l'ensemble des tâches identifiées sont bien retranscrites et réalisées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 25 : Détection hydrocarbure liquide – Vérifications et Maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.</p> <p>Une procédure de contrôle est établie pour chaque mesure de maîtrise des risques.</p> <p>Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Les inspecteurs ont consulté la fiche de vie du détecteur d'hydrocarbures liquides du bac n°53 intégrée à la GMAO. Ils ont constaté que la dernière visite mensuelle a bien été réalisée. L'exploitant indique que le temps de levée de doute et de déclenchement de la mise en sécurité fixée dans l'étude de dangers n'est pas vérifié dans le cadre des vérifications mensuelles mais lors des exercices POI. Conforme.</p> <p>Les inspecteurs ont réalisé un test de fonctionnement du détecteur liquide du bac n°53 sur le site en simulant une fuite d'hydrocarbures. Un exercice POI avec simulation d'un scénario accidentel de fuite avec inflammation a par la suite été joué. Les éléments relevés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- T0 : report de l'alarme de détection de la MMRI détecteur d'hydrocarbures liquides du bac n°53,</li> <li>- T0+15 s : un agent de sécurité (sur les deux présents) part sur place faire une levée de doute car la zone est peu visible par la télésurveillance,</li> <li>- T0+1 min : vérification par télésurveillance effectuée en parallèle par le second agent de sécurité non possible compte tenu de la zone,</li> <li>- T0+2 min 45 : retour du premier agent de sécurité au poste qui a constaté la présence d'un départ de feu en cuvette n°53.</li> <li>- T0+3 min 30 s : un agent de sécurité percute l'arrêt d'urgence (arrêt des transferts, fermetures des clapets et de l'arrivée trapil).</li> <li>- T0+4 min : un agent de sécurité appelle le chef de quart (situé sur le dépôt expédition à Paray-vielle-Poste pour accord pour l'activation de l'automate de défense incendie).</li> <li>- T0+4 min 30 s : actionnement de l'automate défense incendie par un agent de sécurité avec scénario feu de cuvette n°53.</li> </ul> <p>Les agents de sécurité déroulent leurs fiches réflexe et effectuent les différents appels.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- T0 + 7 min : démarrage des groupes motopompes de la défense incendie.</li> <li>- T0 + 10 min : fin de l'exercice.</li> </ul> <p>Les inspecteurs ont ainsi pu constater le bon fonctionnement du détecteur d'hydrocarbures liquide, de l'automate de défense incendie et des moyens de défense incendie associés au scénario accidentel testé (hors boîte à mousse qui n'a pas été activée, le bac n°53 étant en produit). Le temps de levée de doute et d'actionnement de l'arrêt d'urgence est conforme à celui défini dans l'étude de dangers.</p> <p>-&gt; <b>Observation :</b> Les agents de sécurité n'ont pas appelé TRAPIL comme cela est requis dans la fiche réflexe et demandé par le tableau de l'automate de défense incendie (voyant lumineux allumé). Il conviendra de bien s'assurer de la réalisation de l'appel à TRAPIL lors des prochains exercices POI.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 26 : Tuyauteries**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PMII Tuyauteries
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent..</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection a consulté l'état initial des tuyauteries déterrées lors de la première phase (voir point de contrôle n°9). Celui-ci est constitué des principales caractéristiques des tuyauteries (revêtement, DN ...) rappelées succinctement dans le plan d'inspection (paragraphe caractéristiques des tuyauteries) et des isométriques de chaque ligne en version papier et numérisé.</p> <p>L'inspection note que l'état initial ne comprend pas l'historique des interventions réalisées sur les tuyauteries (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles). En outre, l'inspection constate que les éléments constitutifs de l'état initial ne sont pas facilement accessibles par l'exploitant, en particulier pour les documents dématérialisés. Ceci n'est pas de nature à garantir la maîtrise dans le temps des connaissances sur les tuyauteries et de maîtrise de leur vieillissement.</p>
<p><b>-&gt; Non-conformité :</b> L'état initial constitué par la SMCA pour la première phase des tuyauteries ne comprend pas l'historique des interventions réalisées sur les tuyauteries. L'exploitant doit constituer un état initial dans les formes prescrites par l'article 5 et les recommandations techniques du guide professionnel DT96. De plus, afin de respecter l'objectif visé par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, les éléments relatifs au plan de modernisation des installations industrielles (PMII) doivent être convenablement ordonnés et disponibles facilement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

N° 27 : Déversoirs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>2) L'exploitant assure la vérification et la maintenance du système de défense contre l'incendie et notamment les éléments suivants : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les moyens d'extinction fixes (déversoirs à mousse dans les cuvettes, couronnes de refroidissement sur les bacs et boîtes à mousse à l'intérieur des bacs) ;[...]</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les déversoirs à mousse dans les cuvettes 71 et 72 sont endommagés car les grilles cylindriques à l'intérieur sont endommagées. <p>-&gt; <b>Non-conformité :</b> L'exploitant n'assure pas la maintenance des déversoirs à mousse dans les cuvettes 71 et 72.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 28 : Emulseur - Disponibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 4)° Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement [...].
<b>Constats :</b> L'inspection constate que l'exploitant ne possède pas les raccords de flexibles pour relier les GRV d'émulseur au cas où la totalité de l'émulseur stockée en cuve serait déjà utilisée. <p>-&gt; <b>Non-conformité :</b> L'exploitant ne s'assure pas de la disponibilité des quantités d'émulseur en récipients mobiles, car les moyens de raccordements des GRV d'émulseur ne sont pas présents sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 29 : Emulseur - Protection des flux thermiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 1) L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie définis dans la stratégie de défense contre l'incendie, à savoir notamment : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>• une protection efficace protège la réserve d'émulseurs contre les flux thermiques des phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur site ; [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 16/05/2023, l'inspection constate que les GRV d'émulseur sont stockés dans des flux thermiques de 8 kW/m <sup>2</sup> (par exemple les flux thermiques de 8kW/m <sup>2</sup> du scénario "feu de nappe suite à une fuite au niveau pomperie - Phénomène n°11 de l'EDD p. 470").  <b>-&gt; Non-conformité :</b> L'exploitant ne s'assure pas de la disponibilité des quantités d'émulseur en récipients mobiles, car les GRV d'émulseur sont stockés dans des flux thermiques de 8kW/m <sup>2</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

